

le pouvoir aux travailleurs

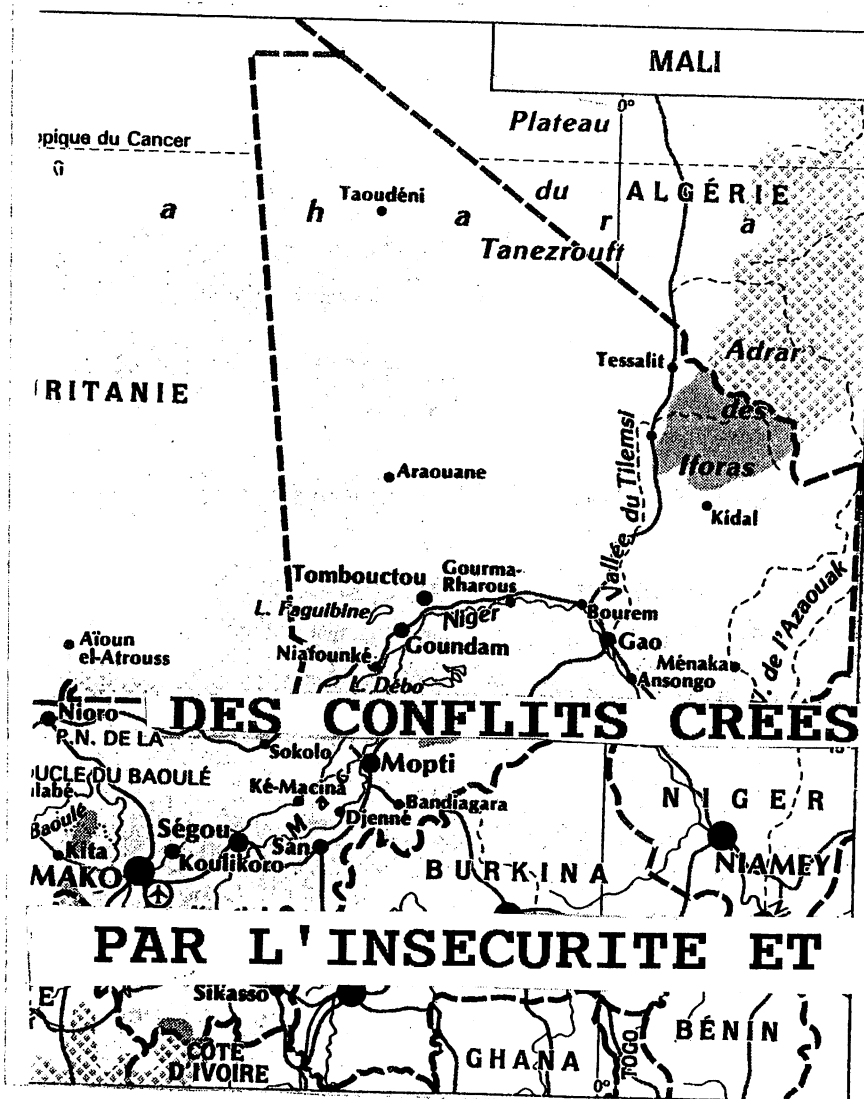
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 08 JUILLET 1999

N° 269 PRIX 4 FF



RISQUENT DE SE TRANSFORMER EN

CONFLITS ETHNIQUES

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

MALI-MAURITANIE

Page 4
Sénégal: Les rats
commencent à quitter
le navire de Diouf

**DES CONFLITS CREEES
PAR L'INSECURITE ET QUI
RISQUENT DE SE TRANSFOR-
MER EN CONFLITS ETHNIQUES**

Page 5
Côte d'Ivoire: - Les
salariés en colère
- Encore un scandale
financier

Dans le journal "Le Monde" du 2 juillet, on apprend qu'il y a quelques jours, de violents affrontements entre Mauritaniens et Maliens ont fait treize morts. Ces affrontements concernent les habitants du village Djiguéni en Mauritanie et Missira Samoura au Mali. Les villageois de Missira ont, parait-il, refusé aux éleveurs mauritaniens l'autorisation de faire boire leur bétail. C'est cela qui aurait déclenché ce conflit violent entre les habitants de ces deux villages et fait deux victimes du côté malien et onze parmi les Mauritaniens. Apparemment les autorités des deux pays ne font aucun commentaire sur ces faits.

Page 7
Tchad: Les dirigeants
se repaissent

Page 9
Quand les dirigeants
impérialistes parlent
d'allègement

Page 10

Il y a 35 ans le
gouvernement améri-
cain signait la loi
sur les droits
civiques

Si pour ces derniers événements il est difficile de savoir les faits exacts on peut dire que depuis plusieurs mois des conflits éclatent entre les éleveurs Peuhls et des cultivateurs Soninké tout le long du fleuve Sénégal, à partir de la région de Kayes au Mali jusqu'à son embouchure à Saint Louis au Sénégal. Ceci est aggravé par un développement du banditisme dans ces régions. Des voyageurs allant dans les villages le long du fleuve Sénégal, au Mali comme Sénégal se font attaquer. Non seulement les victimes ont été dépouillées de leurs biens mais cela arrive souvent qu'il y a des morts.

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

Déjà dans les années 1989-90, lors du conflit entre le Sénégal et la Mauritanie, des dizaines de milliers de Mauritaniens "négro-africains" se sont réfugiés de l'autre côté du fleuve, au Mali et au Sénégal. Ils se sont entassés dans les villages qui se trouvent le long des frontières. Pour la plupart ces réfugiés sont des éleveurs peuhls.

ETRANGER :
Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

Il faut rappeler que dans les trois pays situés le long du fleuve Sénégal, les Peuhls sont spécialisés dans l'élevage alors que les Soninkés sont plutôt des agriculteurs. Des petits conflits entre éleveurs et agriculteurs, il y en a eu depuis toujours. Lorsque dans leur transhumance les éleveurs viennent faire paître leur bétail, il arrive que des bêtes fassent des dégâts dans les champs cultivés. Bien souvent cela se terminait à

l'amiable et par des dédommagements. Mais depuis les événements de 1989, les choses prennent une autre allure. Ce sont des dizaines de milliers d'éleveurs Mauritaniens qui sont partis vers l'autre rive, au Mali et au Sénégal, parce qu'ils sont chassés par les autorités Mauritanienne. Si certains sont partis avec leur bétail, d'autres se sont constitués en bandes armées pour aller chercher ce qu'ils ont laissé en Mauritanie dans leur fuite précipitée. Et à l'époque parmi ces bandes armées quelques unes s'attaquaient aux villageois et aux voyageurs. Et à ce moment-là les gouvernements Malien et Sénégalais ne faisaient rien d'autre que des déclarations rassurantes.

Mais depuis quelques années la situation économique se dégrade dans tous les pays de ce coin d'Afrique. Le chômage augmente non seulement dans les villes mais aussi dans les campagnes. Certaines personnes n'hésitent pas à s'attaquer aux petites gens pour voler leurs biens. Cela n'est pas un phénomène nouveau en Afrique. Au Cameroun et au Nigéria il y a des coupeurs de route. Ils font exactement comme au Mali et au Sénégal. Ils s'attaquent aux taxis-brousse pour rançonner les voyageurs. Dans la plupart des grandes capitales des pays d'Afrique, dans les quartiers pauvres, les bidonvilles, des voleurs s'attaquent aux travailleurs qui rentrent tard la nuit chez eux. Il y a souvent des blessés et même des morts pour pas grand chose. Il y a même des bandes armées qui s'attaquent aux travailleurs le jour où ils touchent leur paye. Ces bandes savent que ce jour-là ils ont des chances de trouver de l'argent dans les maisons.

Mais le problème c'est que, au Mali et au Sénégal, ce phénomène prend une autre allure. Après les événements de 1989, aux petits conflits entre éleveurs et agriculteurs s'ajoutent les actions des bandes armées qui s'attaquent aux voyageurs. Surtout à ceux qui

viennent de France ou d'ailleurs avec de l'argent et des valises pleines de cadeaux pour la famille. Alors les villageois assimilent les auteurs de ces actes de banditisme aux éleveurs Peuhls avec qui ils sont souvent en conflit. Du coup dans un certain nombre de villages Soninkés, on commence non seulement à soupçonner tous les Peuhls mais à les chasser du village. Devant la gravité de la situation, des habitants des villages de Guidimaka, de Diafounou et d'autres ont même parait-il demandé audience à la présidence en envoyant une délégation pour que le gouvernement puisse assurer la sécurité des voyageurs et des villageois. Evidemment les autorités n'ont pris aucune mesure. Et faute d'être écoutés les habitants de ces villages ont commencé à constituer des sortes de milices d'autodéfense. Ils se sont débrouillés pour acheter des armes et contrôler toutes les allées et venues dans leurs coins. Il semble que ce genre de situation de milice d'autodéfense commence à se répandre dans d'autres villages le long des régions du fleuve au Sénégal et au Mali. Une réaction anti-Peuhl commence donc à naître dans l'esprit des populations Soninké de ces régions. Du coup on peut dire que de chaque côté des deux communautés, on craint une escalade de violence qui risque de se transformer en conflit ethnique armé.

Pour l'instant, aucune des autorités de ces trois pays semble réagir pour trouver des solutions à une situation qui risque de s'aggraver. Faut-il croire qu'une opposition entre populations Peuhl et Soninké les arrange? Evidemment dans ce cas-là c'est la politique de diviser pour régner. Cela leur permet de détourner l'attention des gens de leur responsabilité.

De toute façon, les travailleurs et les paysans pauvres n'ont pas intérêt à s'associer à des actions qui les mobiliseraient contre les autres. Car la véritable responsabilité de cette situation se

trouve ailleurs. Elle est du côté de ceux qui nous gouvernent ainsi que du côté du système capitaliste dont ils sont les valets. C'est en effet le système capitaliste qui engendre

des maux comme le banditisme, la délinquance des jeunes, la prostitution des femmes ainsi que l'insécurité dans les villes et les villages.

MALI

A BAMAKO, L'ÉLECTRICITÉ NE FONCTIONNE BIEN QUE DANS LES QUARTIERS AISES

Depuis le début du mois de juillet il n'y a plus d'électricité dans un certain nombre de quartiers populaires de Bamako. Auparavant les coupures d'électricité étaient fréquentes dans ces mêmes quartiers, mais là, c'est la panne complète. Il n'y a du courant ni dans les maisons ni dans les rues. Personne ne sait quand ce calvaire prendra fin. Les responsables se contentent de dire

que c'est la faute à la centrale électrique. Admettons. Mais pourquoi alors n'y a-t-il des coupures que dans les quartiers populaires ? Est-ce la centrale électrique qui n'aime pas spécialement les pauvres ? Ou bien sont-ce ces messieurs du gouvernement qui se moquent des problèmes des petites gens du moment que dans les quartiers résidentiels où ils habitent tout fonctionne correctement ?

SENEGAL

LES RATS COMMENCENT A QUITTER LE NAVIRE DE DIOUF

Après Djibo Ka, ex-ministre et ex-baron du PS qui a quitté le PS en 1998 pour se lancer dans la course présidentielle de février 2000, c'est maintenant le tour de Moustapha Niasse. Cet autre "baron" du PS, après avoir occupé durant plusieurs années des postes ministériels (dont le dernier fut celui des affaires étrangères) et s'être bien enrichi au passage, trouve aujourd'hui que le PS de Diouf est pourri. Il l'accuse de s'être approprié tous les rouages de l'Etat sénégalais. Il fait semblant de découvrir que règne dans ce pays le "clientélisme" et "la recherche effrénée de prébendes".

Du coup, il veut se lancer lui aussi dans la course présidentielle. Son calcul, comme celui de Djibo Ka, est de miser sur le fait qu'Abdou Diouf, après trois mandats successifs de présidence, précédés par des années d'exercice de fonction de premier ministre à

l'époque de Senghor, est complètement usé. Ces deux lascars pensent qu'ils ont une chance de lui ravir sa place sans attendre que de lui-même il la cède à un "dauphin" désigné parmi les plus proches dont ils ne faisaient plus partie.

Seulement leur problème aujourd'hui est de se faire une nouvelle virginité. Comment en réalité, critiquer le pouvoir auquel ils ont appartenu, qu'ils ont défendu comme le plus "propre", et grâce auquel ils se sont enrichi ? C'est un exercice pas très commode. Il faut être une vraie crapule doublée d'un ingrat pour le faire. Il faut dire que ces "qualités"-là, ils les ont en commun avec bien des dirigeants au pouvoir ou temporairement dans l'opposition comme leur petit copain Wade. Les calculs politiques et les ambitions personnelles n'ont peut-être pas fini de nous réserver des surprises.

COTE D'IVOIRE**LES SALAIRES DE LA FONCTION
PUBLIQUE EN COLERE CONTRE
LE BLOCAGE DES SALAIRES**

Du 15 au 18 juin dernier, les salariés de la Fonction publique étaient en grève contre le blocage de leurs salaires et pour le paiement des arriérés d'avancements non perçus depuis plusieurs années. Ceux-ci s'élèvent déjà à quelque 300 milliards de francs CFA.

Dans un premier temps, le gouvernement a tenté de les en dissuader en usant des intimidations. Et puis quand cette manoeuvre grossière n'a pas marché, il a joué sur les sentiments nationaux en leur demandant des "sacrifices" nécessaires au nom du "patriotisme". En vain. En exprimant le sentiment général des fonctionnaires, un dirigeant syndicaliste -d'un syndicat lié pourtant au parti au pouvoir- a répondu en posant cette question : "Quelle est la part de sacrifice de Bédié et de ses ministres"?



**Abidjan: des fonctionnaires
manifestant devant le Trésor
public**

Alors la grève a eu lieu. Elle a été largement suivie, paralysant bon nombre de services de la Fonction publique et en perturbant sérieusement d'autres pendant quatre

jours. C'était la deuxième grève de la Fonction publique, huit mois après celle de novembre 1998, qui était elle-même la première du genre, quant à son ampleur, depuis l'indépendance.

Ces deux grèves en moins d'un an traduisent un profond mécontentement des salariés de la Fonction publique. Car leur pouvoir d'achat en général faible, est bloqué depuis 18 ans, alors que les prix, particulièrement ceux des produits de première nécessité, ne cessent d'augmenter. Un autre dirigeant syndicaliste a déclaré à ce sujet : "Aujourd'hui, le blocage des avancements a réduit les fonctionnaires à la mendicité".

Mais au lieu d'une augmentation nécessaire et immédiate des salaires, le gouvernement a eu le culot de demander à ceux-ci d'attendre jusqu'à l'an 2001, car selon lui, c'est à cette date que prendra fin l'"ajustement structurel"

Il s'agit là bien sûr d'un mensonge. Car les mesures d'austérité appelées aujourd'hui "ajustement structurel", et peut-être sous un autre nom demain, seront purement et simplement reconduites et même aggravées, si le gouvernement et les dirigeants impérialistes qui sont derrière eux ne rencontrent pas des réactions suffisantes de la part des salariés et de la population.

En réalité, ce que veut le gouvernement, c'est d'attendre que Bédié soit réélu à l'élection présidentielle de l'année prochaine et continuer tranquillement la même politique d'austérité envers tous les travailleurs, y compris ceux du secteur privé qui sont confrontés à des conditions de vie encore plus

misérables que dans le public.

Alors, pour donner plus de force et d'efficacité à leur lutte,

tous les salariés, qu'ils soient du privé ou du public, ont tout intérêt à chercher les voies de leur unité.

COTE D'IVOIRE

ENCORE UN SCANDALE FINANCIER !

Il y a deux semaines, la presse a rendu public un rapport des représentants de l'Union européenne faisant état d'un détournement de 18 milliards de FCFA. Dans la foulée, l'Union européenne a décidé de suspendre son "aide" à la Côte d'Ivoire.

Le ministère de l'Intérieur (et de la décentralisation) et surtout celui de la santé sont désignés coupables de ce détournement. Les responsables de ces deux ministères ne sont vraisemblablement pas les seuls à profiter de cette "aide" pour s'enrichir.

C'est une habitude bien établie pour les dirigeants de ce pays de ne rater aucune occasion pour détourner des fonds publics afin de garnir leurs comptes en banque. Rien qu'en prenant les six années du gouvernement Bédié, il serait fastidieux d'établir la liste de tous ceux qui ont impunément détourné de l'argent public.

La seule exception à la règle est l'emprisonnement de Roger Nasra (un homme d'affaires libanais) pour avoir détourné près d'un milliard de FCFA. Mais malgré l'implication directe des hauts fonctionnaires comme le DG du Trésor Public Julien Bouadou, celui-ci a été arrêté, puis relâché et reconduit purement et simplement à son poste juteux.

A part le cas de Roger Nasra et

d'autres sous-fifres qui paient pour les vrais responsables de ce détournement d'un milliard, dans tous les autres cas, tous ceux qui ont commis des malversations financières n'ont pas été le moins du monde inquiétés. Au contraire ils avaient droit à une promotion en guise de prime.

Et cela n'est pas étonnant quand on sait que l'exemple vient d'en haut, à commencer par Bédié lui-même, impliqué dans certains scandales financiers dont notamment celui de la surfacturation des complexes sucriers, alors qu'il était ministre de l'Economie et des Finances de Houphouët Boigny.

Si les dirigeants peuvent ainsi s'enrichir en toute impunité en puisant dans les caisses de l'Etat, pourquoi mettraient-ils fin à une tradition aussi solidement enracinée.

Ces gens-là ne se privent de rien. Mais c'est aux autres, aux petits employés de la Fonction publique, aux travailleurs et aux pauvres qu'ils demandent des "sacrifices". Eh! bien, à force de se comporter avec tant d'arrogance et de cynisme à l'égard de ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts et qui n'ont pas les moyens de se faire soigner en cas de maladie, ils finiront bien un jour par provoquer un ras-le-bol général. Et ce jour-là, ils ne l'auront pas volé!

TCHAD**LES DIRIGEANTS SE REPAISENT**

Partout dans les quartiers des grandes villes (Njaména, Moundou, Koumra par exemple), les conversations vont bon train sur la cupidité et l'empressement de nos dirigeants à se servir dans les caisses de l'Etat.

L'exemple vient du président Déby lui-même. Sa méthode est simple et efficace. Un émissaire de la Présidence se présente devant le siège d'une entreprise nationale et tend une note au directeur: "Le président a besoin de tant de millions de francs CFA". Exécution. Sinon dans les 24 heures qui suivent, un décret présidentiel tombe. Le directeur est appelé à d'autre fonction et remplacé par tel autre.

Selon l'hebdomadaire "Le Temps" paraissant à Njaména, Déby, par ses ponctions financières incessantes, a mis en faillite plus de deux sociétés nationales: La STT (Société de textile du Tchad) et la Sonasut (Société sucrière du Tchad). Sa dernière victime se trouve être la fameuse Cotontchad, la plus importante des sociétés nationales. Sous le titre: "Déby a ruiné la Cotontchad" ce journal dénonce "la mainmise stratégique du pouvoir sur la Cotontchad pour la dépecer avant la remise de son squelette à la privatisation".

Cette cupidité de Déby ne se limite pas seulement aux sociétés d'Etat. Ainsi, le service des douanes constitue une autre vache à lait du président. Toutes les recettes de la douane prennent tous les jours la direction de la Présidence.

Comme l'exemple est venu d'en haut, les ministres, les directeurs généraux ou autres chefs de service ne font que le suivre. L'un des cas dont on parle beaucoup dans les quartiers de Njaména est celui du

vol caractérisé commis par le ministre de l'agriculture. Quarante véhicules flambant neufs destinés à son service ont été distribués aux membres de sa famille. C'est son chauffeur qui fut chargé de la distribution. Celui-ci s'est emparé d'un véhicule qu'il devrait livrer: "Da a naï" (Celui-là, c'est pour moi). Pour ne pas ébruiter ce scandale, le ministre de l'agriculture s'est tu. Il a même eu peur de licencier son chauffeur.



Njaména: une rue du quartier Bololo

Le maire de Njaména lui, il utilise les camions de la mairie à d'autres fins ainsi que l'argent destiné à l'entretien de la ville. Aussi, les artères de la capitale sont laissées à l'abandon, surtout celles des quartiers populaires comme Ardep-Djournal, Moursal, Gardolé-sale ou Saba-Ngali. Faute de nouvelles canalisations, faute de l'entretien des anciennes, les canaux sont bouchés, et les eaux stagnent et puent. Ce qui favorise le pullulement des mouches et la multiplication des moustiques.

Quant au problème de l'eau, il se pose avec acuité. La population ndjaménoise a presque triplé ces dernières années mais le nombre des

points d'eau n'a pas changé. Pire, ceux qui tombent en panne sont laissés à leur sort. Ceux qui fonctionnent sont pris d'assaut par les porteurs d'eau qui les monopolisent, avec la complicité de la mairie. Alors les ménages pauvres

sont obligés de se contenter de l'eau du puits, ce qui engendre souvent des diarrhées, surtout chez les enfants et les bébés.

Seuls une petite poignée de privilégiés a accès à l'eau potable.

TCHAD

LE GOUVERNEMENT RESPONSABLE DU MAUVAIS ETAT DES ROUTES

L'état des routes laissées à l'abandon est vraiment lamentable, surtout l'axe qui relie Ndjaména au Sud du pays (Bongor, Moundou, Doba et Koumra). A part le tronçon goudronné Ndjaména-Guelendeng, long de 153 km, c'est le gouffre. Il faut de l'habileté pour circuler. Tantôt ce sont des crevasses au milieu de la chaussée qu'il faut éviter, tantôt de petites mares. Mais on ne peut esquiver les rigoles parallèles qui traversent la route, et qui secouent le véhicule, engendrant parfois des accidnts.

Ce qui est révoltant, c'est de constater que les impôts des contribuables que le gouvernement se contente de prélever servent en grande partie à remplir les poches de nos dirigeants. De plus ces derniers demeurent impunis. Pourtant l'on sait qu'ils ont détourné de

l'argent.

De même le gouvernement croise les bras alors que les coupeurs de routes font la loi. Pour les éviter les voyages se font presque tous le jour. Mais malgré cette précaution, des camions sont attaqués, surtout ceux qui transportent des commerçants ou beaucoup de voyageurs.

Ces coupeurs de route sont bien équipés, bien informés. Des voyageurs attaqués racontent que ces malfaiteurs les mettent à plat ventre, leur font les poches, vident les sacs à main, s'emparent des marchandises puis s'évanouissent dans la nature. Comme ils ne sont pas inquiétés, ils recommencent leurs forfaits. Les victimes pensent que ce sont des soldats et gendarmes qui se muent en bandits de grand chemin pour les rançonner.

DETTES DES PAYS PAUVRES**QUAND LES DIRIGEANTS
IMPERIALISTES PARLENT
D'ALLEGEMENT**

Lors de leur dernier sommet tenu en Allemagne au mois de juin dernier, les dirigeants des grandes puissances, le G7, ont annoncé l'allégement de la dette des pays les plus pauvres de la planète. 41 pays sont concernés et le chiffre de 65 milliards de dollars a été avancé au titre d'allégement de leurs dettes contractées essentiellement auprès du FMI et de la banque mondiale.

Les discours parmi les plus démagogiques n'ont pas manqué à cette occasion. Chacun des dirigeants des puissances impérialistes, ceux-là mêmes dont le système économique est responsable de la misère grandissante, a chanté son petit refrain sur la "lutte contre la pauvreté". Chirac y est allé avec son couplet sur la "générosité" et la "solidarité".

Certains ont présenté ce geste comme "historique" mais en réalité ce n'est pas la première fois que les pays les plus riches décident d'alléger ou de "rééchelonner" les dettes des pays du Tiers-monde, surtout quand ces dettes en question sont déjà en grande partie remboursées mais que les pays endettés continuent à en payer les intérêts.

En 1996 déjà, le FMI et la banque mondiale avaient annoncé que les 80 % des créances de 41 pays pauvres allaient être annulées. Or jusqu'ici, seuls deux pays, la Bolivie et l'Ouganda, ont vraiment bénéficié d'une réduction de leurs dettes. Les autres pays attendent toujours. Et ce qui vient d'être annoncé à grand coup de publicité lors du sommet de Cologne comme un grand cadeau des pays riches envers les pays pauvres risque de subir le même sort que la décision précédente. Il faudra déjà attendre le mois de septembre pour connaître le contenu exact de ces mesures encore théoriques ainsi que la liste précise des pays bénéficiaires. Ces mesures sont soumises à des conditions. Une de celles-ci est que le pays, pour bénéficier de cette "générosité", ait auparavant réussi à boucler un "programme triennal d'ajustement" commandité par le FMI. En réalité, l'allégement des dette décidé à Cologne ne pourrait entrer dans les fait qu'à partir de juin 2001, au mieux. En attendant, les populations continueront à supporter le lourd fardeau de ces dettes dont elles n'ont jamais profité.

Rappelons que l'ensemble de la dette de ces 41 pays est passé de 80 à 215 milliards de dollars de 1980 à 1995. Ces pays croulent sous leurs dettes et sont contraints de s'endetter éternellement rien que pour pouvoir payer une partie des intérêts dus aux prêts. Ainsi, en 1996 et en moyenne pour les pays africains, pour chaque dollar reçu à titre d'aide, ces pays déboursaient 1,31 dollar en service de la dette. Ce qui veut dire qu'en réalité les pays pauvres financent les banquiers des pays riches. Et Quand les dirigeants des pays riches font semblant d'annuler quelques dettes, celles-ci sont en réalité bien largement déjà remboursées.



Francs CFA de l'Afrique centrale

Les pays riches accordent de temps en temps ce qu'ils appellent des "aides" ou des "dons". En réalité ce sont les grandes sociétés, les Bouygues, les Bolloré ou les Dassault qui récupèrent la grande partie de ces sommes sous forme de contrats de vente d'armes ou de travaux publics. Une autre partie est simplement dilapidée par les dirigeants locaux.

Et ce ne sont pas les exemples de dilapidations qui manquent dans nos pays africains. Les dernières en date, révélées par la presse se sont récemment passées en Côte d'Ivoire et en Guinée.

En Côte d'Ivoire, il s'agit d'un détournement récent d'une valeur de 18 milliards de francs CFA du budget de la santé. En Guinée ce sont 400 millions de f CFA alloués par le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) qui se sont

volatilisés.

Les seuls à ne jamais bénéficier de ces aides sont les plus pauvres. Mais ce n'est un secret pour personne, encore moins pour les dirigeants des pays riches qui soutiennent nos dirigeants car ils ont besoin d'eux pour diriger les Etats dictatoriaux en place afin d'assurer localement l'ordre établi par l'impérialisme.

Pour faire bonne figure les dirigeants des pays riches disent qu'ils exigent des contreparties sociales à ces allègements de dettes. Ils disent que les Etats qui bénéficieront de leurs aides devront diminuer leurs dépenses en matière d'armement et devront consacrer les bénéfices de l'allègement à la santé ou à l'éducation. Mais ce ne sont-là que des mensonges hypocrites qui ne trompent personne.

IL Y A 35 ANS LE GOUVERNEMENT AMERICAIN SIGNAIT LA LOI SUR LES DROITS CIVIQUES

Dans les années 60, une vague d'émeutes a embrasé les ghettos noirs de centaines de villes américaines. Ce fut la plus importante mobilisation noire depuis la 2ème guerre mondiale. Pour calmer le jeu, le congrès américain a fini par voter la loi sur l'égalité des droits civiques. Le 2 juillet 1964, Johnson, le président des USA à cette époque signait cette loi qui accordait à tous "l'exercice du droit de vote aux élections fédérales...sans distinction de race ou de couleur". En effet, dans les Etats du sud, la ségrégation était encore inscrite dans la loi.

Ce mouvement de protestation pacifique qui a culminé dans les années 60, connut un premier développement dès 1943 par des émeutes à Harlem. Elles faisaient suite aux exactions de la police et des bandes de Blancs racistes. Ces

émeutes étaient souvent dirigées par des prêtres non-violents.

Dans les années 55-56, le mouvement prit la forme des boycotts des bus à Montgomery dans l'Etat de l'Alabama. Sa victoire déclenche un véritable mouvement de masse non violent dans tout le sud des USA. En 1963, la ville Birmingham de l'Alabama, fut totalement paralysée par des manifestations de rue et des affrontements. Le dirigeant de la ville, Bull Connor, fut destitué. Partie du sud, cette vague s'étendait à tout le pays (New York, Chicago, etc...). C'est cela qui contraignit finalement le gouvernement américain à adopter cette loi. En Août 1964 une marche réunit 250 000 personnes à Washington. Cependant, une importante fraction de la population noire prenait de plus en plus conscience qu'il ne suffisait pas du

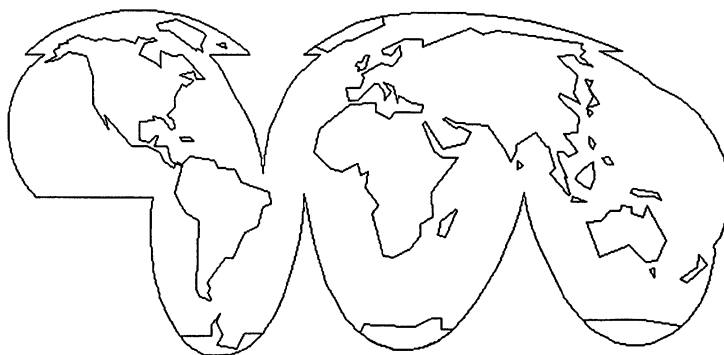
vote d'une loi de plus pour que les Noirs obtiennent l'égalité réelle et se fassent respecter. Face à la violence exercée par les autorités, la police, les tribunaux et le Ku Klux Klan (organisation de racistes Blancs) l'auto-défense prit de plus en plus la place de la non-violence y compris dans les Etats du Nord.

Dans les années 60-70, c'est l'organisation des "Musulmans Noirs" qui deviendra le principal propagandiste du mouvement. Malcolm X et ses partisans militent pour arracher les jeunes Noirs de la drogue... et les enrôler dans les milices de défense. Il préconise de répondre à la violence raciste par la violence. Il revendique une nation séparée pour les Noirs mais cette nation qu'il souhaite n'est autre qu'une nation capitaliste dirigée par des Noirs. D'ailleurs

certains de ses fidèles vont en profiter pour prospérer.

Détruire le système capitaliste dont les Noirs sont victimes nécessite une lutte résolue de toute la classe ouvrière. Le prolétariat noir qui était le plus radical dans les années 60-70 aurait pu être le fer de lance de cette lutte mais sa direction ne visait pas cet objectif. En réalité, le problème noir est le problème de toute la société capitaliste. L'oppression économique et politique dont souffrent les Noirs ne peut être supprimée ni par un replâtrage du système ni par la simple instauration d'une nation séparée. La libération de la fraction noire implique la révolution sociale. Ce sera l'oeuvre consciente et unie de tous les travailleurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.